

CTE OEUVRES SOCIALE SPORT AGENTS TO

Association

7 rue de Périgord

31000 TOULOUSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

CTE OEUVRES SOCIALE SPORT AGENTS TO

Association

7 rue de PERIGORD

31000 TOULOUSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de l'association CTE OEUVRES SOCIALE SPORT AGENTS TO

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CTE OEUVRES SOCIALE SPORT AGENTS TO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

COSAT

Actif		Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	151 457	147 304	4 153	10 181
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	151 457	147 304	4 153	10 181
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	267 550		267 550	267 550
Actif circulant	Constructions	6 851 935	6 220 605	631 330	691 238
	Inst. techniques, mat.out. industriels	1 183 210	1 109 200	74 010	56 592
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	8 302 697	7 329 805	972 891	1 015 381
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	122 545		122 545	249 759
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	247 382	25 405	221 977	339 581
Actif circulant	Autres	9 665		9 665	17 665
	TOTAL	379 593	25 405	354 187	607 005
	Total I	8 833 747	7 502 515	1 331 232	1 632 569
	Stocks et en cours	633 332		633 332	1 030 899
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	47 327		47 327	172 089
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	768 261	1 785	766 476	475 166
	TOTAL	815 589	1 785	813 804	647 256
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	5 861 033		5 861 033	4 974 130
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	68 449		68 449	397 235
	Total II	7 378 405	1 785	7 376 620	7 049 522
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	16 212 153	7 504 300	8 707 852	8 682 091
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Balma, le 26 septembre 2022

Le commissaire aux comptes

DB Consultant

Membre du réseau Deloitte

Fabien MATHIEU

COSAT

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 712 826	1 472 006
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 849 012	5 717 680
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	58 287	17 828
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	143 816	131 731
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	7 763 942	7 339 246
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	638 742	758 970
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	147 280	145 038
	Salaires et traitements	919 973	824 810
	Charges sociales	463 577	409 471
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	118 187	126 204
	Dotations aux provisions	89 189	72 557
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 181 760	4 771 943
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	7 558 710	7 108 996
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	205 231	230 249

COSAT

Passif		Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	7 437 016	7 437 016
	Report à nouveau	148 727	-243 738
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	384 847	392 465
	Situation nette (sous-total)	7 970 590	7 585 743
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		7 970 590	7 585 743
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	156 598	76 598
	Provisions pour charges		
Total III		156 598	76 598
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	11 254	22 215
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 032	366 778
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	308 603	291 882
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	5 539	5 115
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	132 233	333 756
Total IV		580 663	1 019 748
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		8 707 852	8 682 091
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

COSAT

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 172	1 565
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Charges financières	Différences positives de change	10 001	5 707
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	11 173	7 272
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	82	120
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	82	120
	2. Résultat financier (III-IV)	11 091	7 152
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		216 322	237 402
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	89 055	106 032
	Sur opérations en capital	247 408	75 464
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	336 464	181 497
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	40 362	19 595
	Sur opérations en capital	127 577	238
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		6 598
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	167 939	26 433
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	168 524	155 063
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII		
Total des produits (I + III + V)		8 111 580	7 528 016
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		7 726 732	7 135 550
EXCÉDENT OU DÉFICIT		384 847	392 465
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2021

Comité des Œuvres Sociales sportives et culturelles des Agents de la Ville de Toulouse
et assimilés

Table des matières

1	Objet social et nature des activités réalisées	3
2	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.1	Evènements principaux	4
2.2	Evènements postérieurs à la clôture	4
2.3	Principes, règles et méthodes comptables	4
2.3.1	Principes généraux	4
2.3.2	Immobilisations corporelles et incorporelles	5
2.3.3	Stocks et dépréciations	5
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
3.1	Actif immobilisé	6
3.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
3.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
3.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	9
3.2	Actif circulant	10
3.2.1	État des stocks	10
3.2.2	Actif circulant / dépréciations	10
3.2.3	Etat des créances	11
3.2.4	Charges constatées d'avance	11
3.2.5	Produits à recevoir	12
3.3	Fonds propres	13
3.3.1	Réserve pour projet associatif	13
3.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	14
3.4.1	Provisions	14
3.4.2	Etat des dettes	15
3.4.3	Précisions sur d'autres dettes	15
3.4.4	Charges à payer	16
3.5	Compte de résultat	17
3.5.1	Ventilation des produits de fonctionnement	17
3.5.2	Ventilation des dépenses des commissions	17
3.5.3	Ventilation du résultat exceptionnel	18
3.5.4	Ventilation des transferts de charges	18
3.5.5	ETP	19
3.5.6	Honoraires des commissaires aux comptes	19
4	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	20
4.1	Informations relatives à la loi 2006-586	20
4.2	Informations concernant les contributions volontaires (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	20
5	Informations relatives aux engagements hors bilan	21
5.1	Engagements pris en matière de retraite	21

1 **Objet social et nature des activités réalisées**

Le Comité des Œuvres Sociales sportives et culturelles des Agents de la Ville de Toulouse et assimilés, constitué par les agents titulaires, stagiaires, non titulaires agents de droit public ou de droit privé salariés de la mairie de Toulouse et des établissements cotisants et ainsi que leurs retraités, est une association fonctionnant dans le cadre de la loi du juillet 1901.

Il est destiné à venir en aide au personnel territorial, actif ou retraité, ainsi qu'aux agents titulaires, stagiaires, non titulaires, agents de droit public ou de droit privé, apprentis, titulaires de contrats aidés et toutes personnes désignées conventionnellement comme bénéficiaires.

L'objet de cette association est :

- Installer et développer, soit directement soit par l'intermédiaire d'organismes spécialisés, un réseau d'œuvres sociales assurant les prestations d'action sociale, notamment en matière de logement, culturelle, sportive et de loisirs au bénéfice des membres de l'association et de leurs ayants droit ;
- Organiser l'accueil des adhérents retraités et actifs ainsi que de leurs ayants droit, dans les locaux de son choix ;
- Participer à l'aménagement des loisirs et des activités sportives des membres ;
- Intervenir dans diverses actions et prestations à caractère social ;
- Organiser, conformément à la tradition, les fêtes de Noël au bénéfice des enfants des adhérents, ainsi que des retraités.
- Échanger, adhérer ou collaborer sous quelque forme que ce soit, engager des actions en commun avec d'autres comités d'entreprises ou organismes sociaux sur la mise en place, l'amélioration et la mise en œuvre des prestations existantes ;
- Favoriser le développement d'initiatives permettant de développer des liens entre l'association et d'autres organismes poursuivant des objectifs similaires tant au plan local que national ;
- En matière de logement, Promouvoir et faciliter l'accession à la propriété ou à l'hébergement d'urgence pour les adhérents du COSAT, dans un cadre social défini et notamment. Faciliter leur information sur les logements anciens ou neufs disponibles relevant de Toulouse Métropole Habitat.

Son siège au 2ème étage du numéro 7, de la rue de Périgord à Toulouse.

2 Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Evènements principaux

Dans une moindre mesure, l'activité présentée dans ces comptes annuels a été impactée par la pandémie de COVID-19. En effet, L'organisation d'activités et d'évènements à destination des adhérents du comité a fortement été impactée par cette crise, notamment sur la partie voyage (Japon) et événementielle.

En 2021, l'entité n'a pas bénéficié des aides financières liées à l'activité partielle.

L'organisation d'activités et d'évènements à destination des adhérents du comité a fortement été tout de même impactée par cette crise.

Au niveau organisationnel, suite au conseil d'administration du COSAT ayant eu lieu le 02 juillet 2021, l'ancien bureau a été dissous et un nouveau bureau a été élu.

Par ailleurs, une nouvelle directrice a été nommée suite au conseil d'administration du 18 novembre 2021. Son contrat a pris effet le 03 janvier 2022.

Au cours de l'exercice, les appartements situés à Biarritz dont le COSAT détenait des titres sous forme de « TimeShare » (Immobilier en jouissance à temps partagé) ont été déclarés insalubres. A la date de rédaction de ce document, une indemnisation des titres est prévue pour un montant de 241 521 €. Un acompte de 181 141 € a été payé par chèque le 10 janvier 2022. Conformément au courrier du liquidateur chargé de l'opération, le solde devrait être versé au plus tard le 30 septembre 2022. Au bilan, les droits relatifs aux appartements de Biarritz ont été sortis de l'actif pour leur valeur comptable (soit 124 850 € de droits et 2 364 € de frais accessoires à l'achat de ces droits). Compte tenu de ces éléments, il en résulte une plus-value de + 114 307 €.

2.2 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement.

2.3 Principes, règles et méthodes comptables

2.3.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le Comité a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement ANC n°2018-06.

2.3.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

- **Immobilisations incorporelles**

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	De 3 à 5 ans
Autres actifs incorporels	Linéaire	De 3 à 5 ans

- **Immobilisations corporelles**

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Bâtiment	Linéaire	De 3 à 25 ans
Installations et agencements	Linéaire	De 2 à 20 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 3 à 10 ans
Matériel divers	Linéaire	De 2 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	De 3 à 10 ans

2.3.3 Stocks et dépréciations

Les stocks liés à la billetterie et aux tickets vacances (ANCV) sont évalués au dernier prix d'achat connu (voir détails - paragraphe 3.2.1 de l'annexe).

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	151 457	-	-	-	151 457
Immobilisations corporelles	Terrains	267 550	-	-	-	267 550
	Constructions	6 819 959	31 977	-	-	6 851 936
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	1 161 541	37 692	16 022	-	1 183 211
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	8 249 050	69 669	16 022	-	8 302 697
Immobilisations financières	Participations	249 759	-	127 214	-	122 545
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	373 462	7 372	123 787	-	257 048
	Total IV	623 221	7 372	251 000	-	379 593
Total général		9 023 729	77 041	267 023	-	8 833 747

3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	141 275	6 029	-	147 304
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	6 128 721	91 884		6 220 605
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	1 104 948	20 274	16 022	1 109 200
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	7 233 669	112 159	16 022	7 329 806
Total général		7 374 944	118 187	16 022	7 477 109

3.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	16 215	9 190	-	25 405
TOTAL	16 215	9 190	-	25 405

3.2 Actif circulant

3.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks Billetterie (cinémas, parcs d'attractions...)	125 032	-	125 032
Stocks chèques ANCV/CADHOC/SENIORS	481 883	-	481 883
Stocks chèques services	500		500
Forfaits Ski en dépôts/ventes (GRANDVALIRA)	25 917	-	25 917
TOTAL	633 332		633 332

3.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Compte de tiers	1 785	-	-	1 785
TOTAL	1 785	-	-	1 785

3.2.3 Etat des créances

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	247 382	247 382	-
	Autres	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	47 328	47 328	-
	Autres	768 262	768 262	-
Charges constatées d'avance		68 450	68 450	-
TOTAL		1 131 422	1 131 422	

Prêts Accordés en cours d'exercice	7 372
Remboursements obtenus en cours d'exercice	115 787

3.2.4 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent 68 450 € à la clôture de l'exercice et sont principalement constituées de dépenses liées à des contrats de maintenance.

3.2.5 Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	
Personnel	4 273
Sécurité sociale	
Etat	23 962
Divers	410 164
TOTAL	438 399

3.3 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan avant répartition est normée.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

3.3.1 Réserve pour projet associatif

La réserve pour « projet associatif » est constituée des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents du comité pour réaliser l'objet social.

Intitulé des projets	Montant début exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement : transfert vers le compte 1027)	Montant fin exercice
Projet Trophée Métropole	2 000	-	-	-	2 000
TOTAL	2 000	-	-	-	2 000

3.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

3.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	76 599	80 000	-	156 599
Provisions pour charges				
TOTAL	76 599	80 000	-	156 599

3.4.1.1 Détails des provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour litiges	70 000	80 000	-	150 000
Provisions pour risques	6 599		-	6 599
TOTAL	76 599	80 000	-	156 599

Les litiges prud'hommaux ont fait l'objet d'une provision à hauteur de 150 000 €.

Afin de couvrir le risque d'imposition des revenus financiers issus des produits de placements, une provision de 6 599 € a été constituée au titre des exercices 2018 et 2019. Aucune dotation supplémentaire n'a été réalisée concernant cette provision au cours de cet exercice.

3.4.2 Etat des dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	11 254	9 643	1 611	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés		123 032	123 032		
Dettes fiscales et sociales		308 603	308 603		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		--			
Autres dettes		5 540	540	5 000	
Produits constatés d'avance		132 234	132 234		
TOTAL		580 663	574 052	6 611	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice	0
Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 595

3.4.3 Précisions sur d'autres dettes

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 132 234 € et correspondent principalement à des produits sur des voyages organisés par le COSAT et reportés suite à la crise sanitaire COVID-19, notamment à destination du Japon (organisé en 2022).

3.4.4 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	111 213
Charges sociales provisionnées	62 776
Charges fiscales provisionnées	8 897
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	
Dettes part. groupes	
Dettes part. hors groupes	
Dettes sociétés en participation	
Fournisseurs	
Associés	
Banques	
Concours bancaires courants	
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	38 991
RRR à accorder, avoirs à établir	
Participation des salariés	
Personnel	
Sécurité sociale	
Autres charges fiscales	
Divers	416
TOTAL	222 293

3.5 Compte de résultat

3.5.1 Ventilation des produits de fonctionnement

	Exercice 2021	Exercice 2020
Ventes de prestations de service	1 712 826	1 472 007
Subventions de fonctionnement reçues	5 849 013	5 717 681
Autres produits de fonctionnement	143 758	131 731
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	7 705 597	7 321 419

3.5.2 Ventilation des dépenses des commissions

	Exercice 2021	Exercice 2020
Commission « Action Sociale »	189 405	127 566
Commission « Enfance »	1 656 640	1 614 358
Commission « Voyage »	569 072	466 254
Commission « Info-Evènementiel »	25 686	17 751
Commission « Sports & Loisirs »	92 328	109 805
Commission « Finances »	1 819 421	1 756 971
Commission « Retraite »	713 622	665 726
Commission « Culture »	115 560	13 500
TOTAL DES DEPENSES DES COMMISSIONS	5 181 734	4 771 931

3.5.3 Ventilation du résultat exceptionnel

	Exercice 2021	Exercice 2020
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	40 362	19 596
Charges exceptionnelles sur opération en capital	364	239
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	127 214	0
Dotation exceptionnelle pour risques & charges	0	6 599
Charges exceptionnelles	167 940	26 434
Produits exceptionnels sur opération de gestion	89 055	106 033
Produits exceptionnels sur opération en capital	5 888	75 465
Produits des cessions d'éléments d'actif	241 521	0
Produits exceptionnels	336 464	181 498
Résultat exceptionnel	168 524	155 064

3.5.4 Ventilation des transferts de charges

	Exercice 2021	Exercice 2020
Transfert de charges	7 960	168
Indemnités journalières	50 327	17 660
TOTAL	58 287	17 828

3.5.5 ETP

	Exercice 2021	Exercice 2020
Equivalent Temps Plein (ETP)	23	27
TOTAL	23	27

3.5.6 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	30 480
Au titre d'autres prestations	0
Honoraires	30 480

4 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

4.1 Informations relatives à la loi 2006-586

Aucune rémunération n'est allouée aux membres des organes d'administration de l'association.

En application de la loi 2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que le montant global des rémunérations brutes et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élève à 155 636 € pour l'exercice 2021.

4.2 Informations concernant les contributions volontaires (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

Les contributions volontaires en nature (bénévolat, mise à disposition, dons en nature...) ne sont pas évaluées car elles ne sont pas significatives.

5 Informations relatives aux engagements hors bilan

5.1 Engagements pris en matière de retraite

L'indemnité de départ à la retraite a été calculée de façon individuelle en fonction de l'ancienneté à la date de départ, et elle tient compte des éléments suivants :

- salaire de base auquel est appliqué un taux de revalorisation (1,50%),
- taux de rotation de l'effectif,
- table de mortalité,
- rapport entre ancienneté acquise et ancienneté prévue,
- âge de départ à la retraite : 65 ans,
- taux d'actualisation de 0,90 %.

Conditions de départ : retraite à l'initiative du salarié, soumis à cotisations sociales au taux moyen constaté sur l'exercice.

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés pour indemnité de départ à la retraite s'élève à 190 220 € au 31/12/2021.

Depuis l'exercice clos le 31/12/2017, la gestion des indemnités de départ à la retraite fait l'objet d'une externalisation partielle auprès d'une compagnie d'assurance.

Avec les intérêts acquis de l'exercice et compte tenu des frais payés et des remboursements effectués, les montants disponibles au 31/12/2021 s'élèvent à 140 262 €.

CTE OEUVRES SOCIALE SPORT AGENTS TO

Association

7 rue de Périgord

31000 TOULOUSE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

CTE OEUVRES SOCIALE SPORT AGENTS TO

Association

7 rue de Périgord

31000 TOULOUSE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

A l'organe délibérant

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.



Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Balma, le 26 septembre 2022

Le commissaire aux comptes

DB Consultant
Membre du réseau Deloitte



Fabien MATHIEU